

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Banque-mondiale-La-methode-pour-mieux-frapper>

# **Banque mondiale : "La méthode" pour mieux frapper.**

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les extraits suivants sont tirés d'une "boite à outils" préparée par le Département de Communication pour le développement de la vice-Présidence des affaires extérieures de la Banque Mondiale et destinée aux décideurs politiques et économiques voulant préparer la privatisation de leurs services publics en contournant les résistances. Il s'agit d'un véritable outil de propagande supposé persuader la majorité que les privatisations se font dans leur intérêt. (diffusion 6/03/2002)**

**Par Gérard Surdez**

"La privatisation et la réforme du secteur public constituent une large part des programmes d'assistance technique et des prêts de la Banque Mondial (BM) Ces réformes sont au cour des normes sociales autour desquelles la société est organisée. Elles affectent les relations entre institutions gouvernementales et citoyens, exigeant de la part de tous un changement radical d'opinions et de perception sur la nature des biens publics et sur l'équilibre entre responsabilité gouvernementale et opportunités pour le secteur privé. Elles exigent une évolution concernant les droits et obligations de l'ensemble des acteurs et appellent à une mobilisation nationale pour que tous ensemble ils fassent avancer les réformes.

"Au cours de ces 5 dernières années, la demande d'une plus grande participation émanant de la société civile a modifié sérieusement la méthode d'action de la Banque".

"Les projets financés par la BM se trouvent sous le contrôle renforcé du public. Les résultats, traduits en production, ne sont plus suffisants. Les gens veulent en connaître l'impact sur la réduction de pauvreté.

"De nouvelles mesures des performances doivent de plus en plus s'appliquer pour évaluer le degré de satisfaction du service rendu et de consensus socio-politique sur les réformes".

"Les programmes de communication publique ne doivent pas seulement servir à constituer des soutiens aux privatisations mais aussi à promouvoir des changements dans les comportements sociaux et politiques sur le long terme"

"Ces programmes sont basés sur des stratégies mettant en jeu un processus incluant une analyse socio-politique des groupes visés, des messages clés pré-testés et l'emploi des canaux de communication les plus appropriés. Il implique l'analyse des segments affectés par la privatisation du secteur et des mesures à mettre en place pour obtenir leur soutien. Il doit utiliser tous les canaux de communication formels et informels du pays pour informer et consolider le consensus, porter la vision du projet et donner confiance dans le processus de réforme".

"Un grand nombre de programmes de privatisations font face à l'hostilité des partis de l'opposition, des syndicats et du public dans son ensemble quand les gouvernements ne prennent pas les mesures nécessaires pour assurer le soutien social et politique indispensable à leur succès".

**En matière d'échecs constatés :**

**"Au Bangladesh,** la privatisation des entrepôts portuaires ; les manutentionnaires que le gouvernement a négligé

d'impliquer dans le processus, avaient manifestement peur de perdre leur emploi et ont été particulièrement influencé par l'opposition de leurs leaders syndicaux à la privatisation. Quand un investisseur potentiel s'est présenté pour visiter l'entreprise, un garde portuaire a menacé de le tuer et l'investisseur s'est enfui dans son pays en laissant ce projet sans suite pendant des années".

"**En Turquie**, la mise en place de filets sociaux de sécurité, incluant les programmes d'ajustement de la main d'œuvre, a été mal programmée dans le temps et a conduit à une résistance acharnée des syndicats".

"**Au Mozambique**, un sondage réalisé pendant l'application du programme de privatisation a démontré que le public le percevait généralement comme la vente des entreprises publiques aux étrangers".

"**En 1994, au Sénégal**, une privatisation entreprise à un moment où il n'y avait aucun consensus à son sujet, dut s'arrêter. La résistance au processus fut considérable de la part des politiques, des employés des services publics et de la société dans son ensemble".

"**Au Kenya**, en janvier 1995, 41 parlementaires de l'opposition rendirent public un communiqué de presse appelant à la démission immédiate du directeur de l'agence pour la privatisation et demandant une enquête sur les activités de l'agence et l'abandon de la transaction".

D'une façon générale, il est surtout reproché le manque d'efforts pour amener le maximum d'acteurs à faire consensus, et en particulier de n'avoir pas suffisamment insisté sur le fait que les privatisations seraient une des causes de la réduction de la pauvreté ! !

"Il peut ne pas toujours être possible d'arriver à un large consensus mais informer et éduquer le public et d'autres parties prenantes importantes sur les privatisations et ses effets sera presque toujours la condition préalable à son succès".

"**Au Guatemala**, un institut de conseil britannique identifia un syndicat important, opposant implacable à la privatisation, comme l'une des parties prenantes. L'objectif de le faire basculer du côté du gouvernement ne semblant pas réalisable, l'institut conseilla au gouvernement de faire au moins le geste de rechercher le soutien du syndicat afin qu'on ne l'accuse pas d'avoir négligé une partie importante au processus. Pour finir, une lettre fut adressée à chaque foyer, à l'intention non pas des employés mais de leur femme soulignant les bénéfices escomptés de la privatisation. Et le personnel soutint la privatisation.

### **La méthode :**

"Une enquête d'opinion, répétée sur plusieurs mois et années, traque les évolutions dans le soutien, et les oppositions, afin de modifier constamment les dessins de la privatisation et d'en changer s'il y a lieu".

"Son analyse doit permettre aux décideurs de déterminer quand, à quelle vitesse et comment privatiser les différentes entreprises publiques".

"Par exemple, l'augmentation des tarifs est l'un des principaux sujets de préoccupation là où les services publics ont été fournis pendant des années à des prix au-dessous de ceux du marché. La recherche en communication doit indiquer par avance à quel niveau les relever pendant la période de transition. Au Nigeria, le résultat de l'enquête d'opinion alerta l'équipe dirigeante sur la réaction du public en cas d'augmentation trop brutale du service des eaux, tout spécialement si cette augmentation était utilisée prioritairement à l'amélioration des gains de productivité,

essentiellement supportée par la population de Lagos disposant des plus faibles revenus".

### **Parmi les objectifs politiques définis par la BM (Tab.2) :**

"Réduction de la taille et du champ d'action du secteur public.

"Redéfinition de son champ d'activité afin de se concentrer sur les fonctions gouvernementales essentielles dont la création d'un environnement favorable à la croissance économique du secteur privé.

"Réduction ou élimination de la possibilité pour un futur gouvernement de revenir sur les mesures adoptées".

"Le débat soulevé par les programmes de privatisation en Grande-Bretagne illustre la tension entre des objectifs contradictoires. Un grand nombre d'entreprises ont été vendus sous leur forme monopolistique (British Telecom) ou bénéficiant d'une position dominante sur leur marché (British Airways). La raison couramment donnée pour une approche de ce type est le souhait de procéder rapidement afin de s'assurer de la coopération des directions des entreprises publiques qui, sinon, auraient pu tenter de faire obstruction aux privatisations et de séduire un large éventail de petits porteurs".

"La privatisation est par dessus tout un processus politique qui peut provoquer une rupture radicale dans la situation des diverses parties prenantes "

La BM cite la démocratisation comme une des causes de l'incertitude politique entraînant des retards et des incertitudes dans les projets d'investissements (Tab.1 "les 5 freins à la privatisation en Afrique)

La BM paraît consciente des éléments suscitant l'opposition aux privatisations : Indépendance nationale, contrôle national sur certaines activités, sauvegarde de "l'intérêt public" crainte d'une concentration de la richesse entre quelques mains, manque de confiance dans le privé, démantèlement industriel, tensions sociales face à la perte d'emploi, augmentation des tarifs. (p.19)

"Une partie de l'effort de communication consiste à médiatiser les personnes qui se font les champions de la réforme".

La BM semble également beaucoup compter sur la crédibilité dont les dirigeants politiques jouiraient dans la population pour la convaincre de se soumettre aux privatisations (tab.4). Bizarrement elle prend comme exemple l'implication de l'ex Président argentin Carlos Menem et de son gouvernement dans la privatisation "réussie" d'Entel (Telecoms) (p.20) ce qui risque de ne pas susciter beaucoup de vocations chez des dirigeants qui seraient tentés de les suivre dans cette voie. D'autant qu'il est en totale contradiction avec deux des objectifs politiques affichés auxquels doivent conduire la privatisation des entreprises publiques (Tab.2) à savoir :

"Réduction des possibilités de corruption et détournement des fonds publics par le gouvernement

"Réduction de la main mise d'un parti politique ou d'un lobby sur l'économie".